

4 avril: Journée mondiale contre les mines et les sous-munitions

L'utilisation d'armes interdites a atteint un niveau record depuis 2010

Genève, le 31 mars 2016. Syrie, Yémen, mais aussi Afghanistan, Colombie, Myanmar ou encore Tunisie: l'emploi d'armes explosives interdites a significativement augmenté entre 2014 et 2015, dans l'indifférence quasi générale. A l'occasion de la Journée mondiale contre les mines et les sous-munitions, Handicap International appelle à ce que ces pratiques cessent immédiatement et soient dénoncées avec force par la communauté internationale.

Le 4 avril est la journée mondiale de sensibilisation au problème des mines et des sous-munitions. Ces deux armes, interdites par le droit international, ont été trop régulièrement utilisées au cours des dernières années. Et les victimes sont en très large majorité, à 79%, des civils.

«Le monde est en proie à des conflits d'une violence inouïe dont les civils sont les premières victimes. Le recours sans complexe aux sous-munitions et l'utilisation régulière de mines, alors que ces deux armes sont interdites par le droit international, témoignent de la gravité de la situation, s'alarme Petra Schroeter, directrice de Handicap International Suisse. Nous ne devons pas nous incliner face à la barbarie et devons rappeler sans relâche aux Etats et aux groupes armés que l'utilisation de ces armes est interdite et que le droit international doit être respecté.»

Selon le dernier rapport de l'Observatoire des sous-munitions (août 2015), des armes à sous-munitions ont été utilisées dans cinq pays entre juillet 2014 et juillet 2015: en Libye, en Syrie, au Soudan, en Ukraine et au Yémen (tous Etats non signataires du Traité). **Jamais autant d'Etats ou d'acteurs non étatiques n'ont été impliqués dans l'utilisation de sous-munitions depuis l'entrée en vigueur du Traité d'Oslo interdisant ces armes en 2010.** Et depuis l'été dernier, des sous-munitions ont également été utilisées à de nombreuses reprises au Yémen et en Syrie, selon la Campagne internationale pour interdire les sous-munitions (CMC).

Le dernier rapport de l'Observatoire des mines, publié en novembre 2015, met en lumière la *«recrudescence significative»* et inquiétante de l'utilisation des mines et des engins explosifs artisanaux par des groupes armés non étatiques. 10 pays sont concernés: Afghanistan, Colombie, Iraq, Libye, Myanmar, Pakistan, Syrie, Tunisie, Ukraine et Yémen. **Il s'agit du nombre de pays concernés le plus important depuis 2006.**

«Le recours répété aux mines et aux armes à sous-munitions montre une absence totale de considération pour la vie des civils, et dans certains cas, la volonté délibérée de les cibler. Les sous-munitions tuent et blessent au moment d'une attaque. Elles laissent également des restes explosifs qui agissent comme des mines et peuvent faire des victimes longtemps après un combat», insiste Emmanuel Sauvage, coordinateur régional de l'action contre les mines sur la crise syrienne.

L'exemple du Yémen est particulièrement significatif. Depuis de nombreux mois, le pays, est le théâtre de **l'utilisation massive, par toutes les parties au conflit, d'armes explosives dans des zones peuplées.** Des mines antipersonnel et des bombes à sous-munitions ont notamment été régulièrement utilisées. Au total, depuis mars 2015 Human Rights Watch a enregistré 15 attaques impliquant des bombes à sous-munitions de six types différents dans au moins 5 des 21 provinces du pays (Amran, Hajja, Hodiada, Saada, Sanaa).

Handicap international appelle les Etats et les groupes armés non étatiques à stopper immédiatement toute utilisation de mines et de sous-munitions, à cesser de vendre ou de transférer ces armes. La condamnation de l'utilisation de ces armes doit être unanime et systématique.



Co-prix Nobel de la paix

Contact médias

Nadia Ben Said, Chargée des relations médias
Tél.: 022 710 93 36 - du lundi au jeudi
Mob.: 076 321 48 11
nbensaid@handicap-international.ch
www.handicap-international.ch

Rejoignez-nous sur facebook

www.facebook.com/handicapinternationalsuisse

A propos de Handicap International

Handicap International est une association de solidarité internationale indépendante, qui intervient depuis plus de 30 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes.

Ouvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Depuis sa création en 1982, Handicap International a mis en place des programmes de développement dans plus de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. Le réseau de 8 associations nationales (Allemagne, Belgique, Canada, Etats-Unis, France, Luxembourg, Royaume-Uni et Suisse) œuvre de manière constante à la mobilisation des ressources, à la cogestion des projets et au rayonnement des principes et actions de l'organisation.

Handicap International est l'une des six associations fondatrices de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), co-lauréate du prix Nobel de la paix en 1997 et lauréate du Prix Conrad N. Hilton 2011. Elle agit et témoigne partout où «vivre debout» ne va pas de soi.

A Genève, la **Broken Chair** symbolise sa lutte contre les armes explosives et les violences infligées aux populations lors des conflits armés. Créé par Daniel Berset sur demande de Handicap International et installé face aux Nations unies, le monument est un défi adressé à la communauté internationale. Il lui rappelle ses obligations de respecter le Droit international humanitaire et de protéger les civils contre l'usage des armes explosives en zones peuplées.